

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



COMMUNE DE MONTBAZON

MAIRIE

11 Place André Delaunay

37 250 MONTBAZON

Tél. : 02 47 26 01 30

Courriel : mairie@ville-montbazoum.fr

RÉHABILITATION DU RESTAURANT SCOLAIRE GUILLAUME LOUIS

MARCHÉ N° MP2025-02T

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

La présente consultation concerne la **réhabilitation du restaurant scolaire du Groupe Scolaire Guillaume Louis**

Lieu(x) d'exécution : **1 rue du Pr Guillaume Louis 37 250 Montbazon**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

1.2 – Nature du marché

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article R2123-1 et R2123-5 du code de la commande publique.

Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement : En application des dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

1.3 - Modifications du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve conformément à l'article R2194-1 du code la commande publique la possibilité d'apporter des modifications au marché, dans la limite des articles suivants :

- Articles R2194-2 à R2194-4 pour les travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires.
- Article R2194-5 pour des circonstances imprévues
- Article R2194-6 pour la substitution d'un nouveau titulaire
- Article R2194-7 pour des modifications non substantielles
- Article R2194-8 à R2194-9 pour des modifications de faible montant

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Les travaux sont répartis en 12 lots désignés ci-dessous.

Lot	Dénomination	Index BT
01	TERRASSEMENT – GROS OEUVRES - VRD	BT01 Tous corps d'état
02	OSSATURE BOIS - BARDAGE - ZINGUERIE	BT54 Ossature bois
03	ETANCHEITE TERRASSE	BT53 Étanchéité
04	SERRURERIE	BT42 Menuiserie en acier et serrurerie
05	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	BT27 Fermetures de baies en aluminium
06	PLATRERIE - FAUX PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	BT08 Plâtre et préfabriqués
07	PEINTURE - SOLS SOUPLES - FAIENCES - FACADE - NETTOYAGE	BT10 Revêtements plastiques
08	RENETEMENT DE SOL RESINE	BT10 Revêtements plastiques
09	ELECTRICITE	BT47 Électricité
10	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE	BT41 Ventilation
11	CLOISONS ISOTHERMES – REFRIGERATION	BT41 Ventilation
12	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR	BT52 Imperméabilité de façades

1.5.- Sous traitance

Le titulaire d'un marché de travaux est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC. Il présentera le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur¹) qui sera annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant :

- son DC1, DC2², attestations d'assurances
- un mémoire présentant les références techniques, les moyens, la méthodologie et les contraintes du planning proposés dans le DCE

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché à la condition de l'avoir déclaré **4 semaines** préalablement à son intervention. Ce délai est indispensable pour valider la demande d'agrément. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, toutes les pièces précédemment listées.

Un sous-traitant, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, *un plan particulier de sécurité et de protection de la santé*, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché (Article 46 du CCAG-Travaux).

1.6 - AMO

Monsieur MARTINI Hervé – EMPREINTES CULINAIRES - 12 rue de la Tuilerie 37550 ST AVERTIN
Email : herve.martini@empreintes-culinaires.fr / Tel : 06 18 53 30 83

1.7 - Maîtrise d'œuvre

Architecte

Madame Angela BROSSIER - BROSSIER ARCHITECTE - 3 Place Joffre 86170 Neuville-de-Poitou
Email : brossier-architecte@orange.fr / Tel : 05 49 39 20 79

Economiste, BE fluides et Cuisines :

Monsieur NIBAUDEAU Julien - AXE INGENIERIE – 71 Avenue des Hauts de la Chaume 86280 SAINT BENOIT
Email : julien.nibaudeau@axeingenierie.com / Tel : 05 49 55 45 25

Bureau d'études Structures :

Monsieur BOUTTEMY Vivian - API STRUCTURES - 176 rue de la Génoise 16430 CHAMPNIERS
Email : etude.vb@apibe.fr / Tel : 0 987 044 022

Bureau d'études Acoustique :

Monsieur KOTINGAN Gérard - ABC décibel - 12 Rue Jean Alexandre 86003 Poitiers cedex
Email : gkotingan@abc-decibel.com / Tel : 05 49 49 47 33

1.8 - Contrôleur Technique/ Coordinateur SPS

BUREAU DE CONTROLE :

M. DEPONT Bertrand - BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - Agence Normandie Centre Va-de-Loire
Email : bertrand.depont@bureauveritas.com / Tel : 06 82 13 82 44

CSPS :

M. Olivier TIRVERT - BATEC - 8 Rue Martin Marteau 37370 Villebourg
Email : olivier.tirvert@batec-sps.fr / Tel : 02 47 24 85 15

¹ Le formulaire DC4 est disponible sur le site du Ministère des Finances, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : www.minefi.gouv.fr ou au lien http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC4.doc.

² Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site du Ministère des Finances, de l'Industrie et de l'Emploi à l'adresse suivante : [WWW.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr) ou au lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

1.9 - Notifications par échanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique.



L'acte d'engagement précise l'adresse mail ainsi que l'adresse postale du titulaire pour les notifications. En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au titulaire du marché de communiquer la nouvelle adresse mail ainsi que la nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

1.10 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1.- Pièces particulières :

- L'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier de clauses techniques particulières de chaque lot (CCTP)
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire de chaque lot (DPGF)
- Le mémoire technique du candidat

2.2.- Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **Avril 2025** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (BTXX (n) / BTXX (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index définitif publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1 - Garantie financière

Conformément aux articles de R2191-32 à R2191-42 du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5.00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera cependant pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2 - Avance

Conformément a article R2191-3 et R2191-5 une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement ou sur présentation de situations au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les demandes de paiement seront établies avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers; le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les demandes de paiement seront dématérialisées (conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014) et transmises via la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les projets de décompte devront mentionner l'adresse unique de facturation :

COMMUNE DE MONTBAZON
MAIRIE
11 Place André Delaunay
37 250 MONTBAZON

Ils seront transmis pour validation par mail à la maîtrise d'œuvre : axeingenierie@axeingenierie.com

Vous trouverez ci-dessous les informations pour déposer les documents sur CHORUS :

- dans l'onglet factures de travaux avec pour cadre de facturation « A4 – Projet de facturation déposé par un fournisseur » ou « A7 – Projet de décompte final déposé par un fournisseur ».

Maitrise d'ouvrage

Siret : 213 701 543 00018

pas de code de service

Maitrise d'oeuvre

Siret : 353 073 828 00041

pas de code de service

Les projets de décomptes (factures) et les états (situations) ne répondant pas à ces exigences vous seront automatiquement renvoyés pour régularisation, ce qui entraînera de fait des retards de règlement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le point de départ du délai global de paiement est la date de dépôt du projet de décompte mensuel sur CHORUS PRO.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments de l'article R2193-1 au R2193-22 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- **Modalités de paiement des sous-traitants directs :**
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

- **Modalités de paiement direct des cotraitants :**

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble du marché est stipulé à l'acte d'engagement, le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

Calendrier/planning détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la notification au titulaire.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

La prolongation du délai d'exécution de l'exécution des prestations en cas de dépassement est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

6.3 - Pénalités

Le Maître d'œuvre, suivant les retards constatés et son jugement de leurs incidences sur le délai global de l'opération ou les délais partiels, propose l'application de retenues provisoires au maître d'ouvrage qui, seul, décide de leur application lors du traitement des demandes d'acomptes du titulaire.

Sur simple proposition de la maîtrise d'œuvre et après acceptation de la maîtrise d'ouvrage, les retenues deviennent des pénalités si le titulaire n'a pas mis en œuvre des mesures validées par le maître d'œuvre et permettant de rattraper les retards correspondants et d'annihiler toutes les conséquences engendrées par ces retards.

Par dérogation au CCAG travaux, Le Maître d'Ouvrage, appliquera au titulaire du marché, les pénalités suivantes:

Motifs	Montant forfaitaire ou pourcentage du coût de la prestation
Non transmission de documents selon planning OPC ou à la demande MO, MOE, CSPS, CT, BET	150€/ jour calendaire de retard
Absence aux réunions qu'elles soient organisées par CSPS, CT, OPC, MOE ou MO	150 € sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Non-respect des dispositifs de sécurité	200€/ jour calendaire de retard si non respecté après mise en demeure (mise en demeure pouvant être faite par CSPS, MO, MOE, OPC)
Retard sur le planning	150€/ jour calendaire de retard
Nettoyage de chantier	En cas de non-exécution, (après mise en demeure d'exécution sous 48h), le MOE pourra faire précéder au nettoyage par prestataires extérieurs à la charge des entreprises. + application d'une pénalité forfaitaire de 150 € pour chaque entreprise concernée et à chaque fois que la situation se répétera
Non tri des déchets sur le chantier	200 € sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Infraction à la réglementation concernant le travail dissimulé ou le travail détaché	5 000€ par constat et par jour calendaire
Non transmission du projet de DOE lors réunions OPR	150 €/ jour de retard sur simple constat et sans mise en demeure préalable
Non transmission du DOE et DIUO complet 1 mois après la date de réception	Dans l'attente de la remise des documents, une retenue provisoire égale à 1500 € sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur
Fourniture d'échantillon	200€/ jour calendaire de retard selon planning OPC ou à la demande MOE, MO
Absence ou refus de transmission de renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	100€/ jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.
Intervention sur chantier d'un sous-traitant non agréé par le maître d'ouvrage (quel que soit le degré de cette sous-traitance)	3 000€ par constat et par jour calendaire
Retard pour la levée des réserves	200€/ jour calendaire de retard suivant mise en demeure

Les pénalités ne sont pas révisables, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux les pénalités sont dues dès le 1er euro et seront cumulables.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériels et installations devront satisfaire aux normes et règlements en vigueur à la date de notification du marché. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché. Tous les matériaux et produits mis en œuvre dans le cadre du chantier doivent disposer des justificatifs correspondants à ceux décrits dans le CCTP.

Article 8 : Préparation et Coordination des travaux

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de **15 jours**, comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur au maximum 5 jours avant la date de démarrage des travaux.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au Maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes : Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

8.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S. - Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire. -Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

Article 9 : Etudes d'exécution – Direction des travaux

9.1 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge des entreprises. Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques nécessaires pour le début des travaux, sont établis par chaque entreprise.

Les notes de calcul et les études de détail nécessaires pour la réalisation des travaux, sont établies par le titulaire du présent marché, et seront transmises pour validation du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle avant démarrage des travaux.

9.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire doit être représenté sur le site par un interlocuteur responsable du Marché, le Directeur de chantier, apte à prendre toute décision engageant la société et par un encadrement qualifié présent en permanence sur le chantier.

9.3- Identification des entreprises

Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.

Article 10 : Installation et organisation du chantier

10.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Les CCTP définissent le Plan d'installation de chantier.

Le chantier se déroule en milieu occupé. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, tant sur la voie publique qu'à l'intérieur du chantier. L'accès au chantier ne sera autorisé qu'aux intervenants et sera fermé la nuit et les jours non travaillés.

L'entreprise devra également prendre ses dispositions pour éviter des dégradations sur la voie publique, ainsi que sur les propriétés riveraines, auquel cas les travaux de réfection seront à la charge de l'entrepreneur qu'elle qu'en soit l'importance.

10.2 – Installations et autorisations à réaliser par le titulaire

Chaque entreprise doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc.) en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.)

10.3 - Diffusion des documents de chantier

Les documents de chantier établis par les entreprises seront diffusés comme suit :

- 1 exemplaire pour le Maître d'Ouvrage
- 1 exemplaire pour la Maîtrise d'Œuvre répartis entre les différents membres

Tous les documents comporteront un cartouche défini par le Maître d'Œuvre avec numéro et indice, dont la liste des documents, établis par l'ensemble des intervenants, devra être constamment mise à jour.

10.4 – Implantation des ouvrages

Chaque entreprise est chargée de l'implantation de ses ouvrages.

10.5 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent : selon spécifications du CCTP et du plan d'installation de chantier défini lors de la phase de préparation.

10.6 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : Selon spécifications du CCTP.

Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du CCTP.

11.3 - Essais et contrôles des ouvrages

Selon les spécifications du CCTP les essais seront effectués à la demande du Maître d'Œuvre qui pourra convoquer l'entrepreneur avec préavis de 8 jours.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Le titulaire devra réaliser les prestations nécessaires à ces essais et contrôles. Par dérogation à l'article 38 du CCAG travaux les contrôles seront pris en charge par l'entreprise s'ils sont non conformes et par le Maître d'Œuvre s'ils sont conformes.

11.4 - Documents à fournir après exécution

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir : résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe. Il comprendra notamment : les notices et manuels d'utilisation, les organigrammes de fonctionnement, la liste des points traités, les programmes d'applications. Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées (Consuel).

Les documents nécessaires seront remis en un exemplaire informatique et un exemplaire papiers après validation du maître d'œuvre.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Le D.I.U.O. (Dossier d'Interventions Ulérieures sur les Ouvrages) comprendra :

- La notice de fonctionnement
- La notice d'entretien.

Retenue : Dans l'attente de la remise des documents, une retenue de 2% est prévue

Article 12 : Réception des travaux

La réception a lieu conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux

Article 13 : Garanties et assurances

13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 14 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 15 : Dérogations aux documents généraux

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux articles précédents, les clauses du C.C.A.G Travaux demeurent applicables.